



DECLARATION DE LA FNEC FP FO, DU SE UNSA ET DE LA FSU AU CDEN DU 18 AVRIL 2014

POUR L'ANNULATION DES FERMETURES DE CLASSES ET DE POSTES PREVUES A LA RENTREE 2014 POUR TOUTES LES OUVERTURES NECESSAIRES

Monsieur l'Inspecteur d'Académie,

Les organisations syndicales FNEC FP FO, SE UNSA, SNUipp FSU considèrent totalement inacceptable votre projet de carte scolaire qui aboutirait à 16,5 fermetures de classes et de postes pour seulement 11 ouvertures alors que les effectifs réels d'élèves sont pourtant en hausse (60 élèves de plus sans compter le report des élèves de l'école privée de LOUDES sur l'école publique).

Ce projet de carte scolaire :

- tourne le dos aux besoins réels et aux intérêts des élèves, des parents et des enseignants et aggrave encore un peu plus la situation de l'école publique ;
- ne tient aucun compte des investissements parfois lourds consentis par les municipalités ;
- est la traduction de la politique d'austérité qui se poursuivra dans le cadre du « pacte de responsabilité » avec ses 50 milliards d'économies qui frapperont de plein fouet tous les services publics.

Les organisations syndicales dénoncent le fait :

- que la dotation attribuée au département ne tienne pas compte de l'augmentation des effectifs ;
- que, sur consigne du ministère et malgré les annonces démagogiques sur la scolarisation des élèves de 2 à 3 ans, cette catégorie d'âge ne soit plus comptabilisée dans les faits, aboutissant à une baisse artificielle des effectifs d'élèves et donc des dotations de postes d'enseignants du 1^{er} degré (- 5 en Haute Loire) ;
- que les écoles rurales isolées soient affaiblies par des mesures de fermetures inacceptables annonçant la disparition programmée du service public de proximité dans ces communes ;
- que, pour des raisons d'affichage, vous introduisiez, Monsieur l'Inspecteur d'Académie, un dispositif « plus de maîtres que de classes » qui aboutit à fermer des classes faute de dotation ministérielle.
- que, non content de dégrader l'école publique et de remettre en cause le service public de proximité, vous affichiez la prétention de mettre en place un moratoire du type Cantal renforçant le pouvoir des collectivités sur l'école et aboutissant de fait au gel des moyens départementaux alors que les effectifs ne cessent d'augmenter.

Dans ces conditions, de nombreux enseignants, parents d'élèves et élus représentant une quinzaine d'écoles du département ont manifesté devant l'inspection académique à l'occasion du Comité Technique Spécial Départemental du 15 avril 2014. Aujourd'hui encore, des actions visant à dénoncer ces mesures de fermetures de classe se déroulent dans le département.

Les organisations syndicales FNEC FP FO, SE UNSA et SNUipp FSU exigent toutes les ouvertures nécessaires et l'annulation de toutes les fermetures programmées.